



mardi 15 janvier 2019

Vive le jaune et Tous ensemble !

Macron, avec sa morgue coutumière, a exhorté vendredi dernier les salariés à retrouver le « sens de l'effort » et « l'engagement au travail ». C'est bien connu que les femmes de ménage, aides-soignantes, ouvriers et tous ceux qui se mobilisent depuis deux mois car ils n'en peuvent plus de travailler pour des salaires minables se tournent les pouces, peinars. Samedi, les « fainéants » en gilets jaunes ont en tout cas répondu à Macron de la meilleure des manières en manifestant en nombre partout sur le territoire.

Le jaune se porte bien

En haut, ils commencent à avoir des sueurs froides : ils ont beau se creuser la tête pour trouver des nouvelles manières de casser le mouvement, rien n'y fait. La mobilisation reprend du poil de la bête et est toujours soutenue par la majorité de la population. Le pari du gouvernement de faire peur par l'annonce d'un arsenal de mesures répressives – alors même que les violences policières se multiplient – a fait pschitt : samedi dernier, à Lille, Marseille, Bordeaux et dans bien d'autres villes, ce furent les plus grosses manifestations depuis le début du mouvement. Partout, on y a retrouvé la colère et la détermination des Gilets jaunes qui veulent en finir avec la galère de ceux qui travaillent dur et ne s'en sortent pas, en finir avec le mépris pour ceux qui font tout et ne sont jamais écoutés.

Le grand blabla national

Passant allégrement du bâton à la carotte, Macron a écrit une longue lettre pour donner le coup d'envoi du « grand débat national ». Le gouvernement aurait-il subitement pris la bonne résolution d'écouter la colère qui s'exprime ?

Il suffit à peine de gratter pour sentir l'enfumage venir. Macron annonce dans sa lettre qu'il restera dans tous les cas fidèle à son programme et qu'il ne reviendra pas sur les mesures déjà prises depuis le début du quinquennat. Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, a d'ores et déjà déclaré qu'il était hors de question de rétablir l'ISF. Bref, ce débat n'en est pas un : il ressemble plutôt à un match de foot où l'arbitre appartient à une des deux équipes et où le score final est connu d'avance ! Sans parler d'une crapulerie, en indiquant parmi les sujets « autorisés », les « quotas d'immigration ». Après avoir calomnié les Gilets jaunes, voilà que Macron tend la main à l'extrême droite, alors même que bien

des Gilets jaunes ont fait preuve de solidarité avec les migrants et que le sujet est devenu totalement marginal dans les revendications.

Le gouvernement cherche par tous les moyens à gagner du temps en pariant sur un essoufflement de la lutte. Mais les Gilets jaunes viennent de montrer qu'ils ne l'entendent pas de cette oreille...

Il veut nous la faire à l'envers

Pire, Macron fait un véritable chantage aux économies : toute baisse d'impôt devra être financée par des coupes dans les services publics. Tandis que les Gilets jaunes manifestent contre la détérioration de l'ensemble de nos conditions de vie, Macron propose de débattre pour savoir s'il faut plutôt sacrifier l'accès à l'éducation ou à la santé. Mais plus c'est gros... moins ça passe !

L'argent est loin de manquer, encore faut-il vouloir regarder au bon endroit : en 2018, les entreprises du CAC40 ont offert à leurs actionnaires la somme de 57 milliards d'euros, un montant record de dividendes depuis 10 ans.

Bienvenue à la fièvre jaune

Les Gilets jaunes continuent à exprimer la colère ressentie par l'ensemble du monde du travail concernant les difficultés de finir les fins de mois et l'aggravation des conditions de travail. Dans beaucoup d'entreprises vont s'ouvrir les négociations annuelles obligatoires sur les salaires. Partout, ces salaires sont bloqués au plancher alors que les actionnaires se gavent. C'est tous ensemble, contre le gouvernement et le patronat, que nous avons la force de renverser la vapeur. Les Gilets jaunes montrent la voie à suivre en ne comptant que sur leur lutte pour gagner sans se laisser intimider. Cette lutte, nous avons tout intérêt à la rejoindre, dans la rue et dans nos entreprises, à commencer par les manifestations de samedi prochain !

Contre la fermeture, donnons de la voix !

Jeudi dernier, devant la provocation que constituent les propositions de PSA pour accélérer la fermeture de l'usine, nous étions plus d'une centaine à débrayer, à manifester dans les ateliers puis à sortir de l'usine, avec banderoles et pancartes. La direction a même du ouvrir la grande porte face à notre colère !

Un super accueil

Nos prises de parole et nos tracts ont été bien reçus de la population, avec klaxons et démonstrations de sympathie. La visite à Conforama, dont les salariés sont aussi concernés par la fermeture de leur magasin, a été un moment d'échange chaleureux. A renouveler, il n'y a aucune raison de rester enfermés dans l'usine, il faut nous faire voir au maximum et nouer tous les contacts possibles.

PSA : Peugeot Saccageur d'Avenir

En fait il semblerait que pour PSA, les soi-disant négociations sur les conditions de départ de Saint-Ouen soient terminées. Ils font du chantage et disent que sinon, ils n'auront rien de mieux à nous proposer que le DAEC. C'est bien pour cela qu'hier mardi à une centaine, nous avons à nouveau voté la grève pour aujourd'hui et manifesté notre révolte.

Va voir si j'y suis

A Saint-Ouen, la direction nous dit qu'il y aurait des postes de caristes et de professionnels à PSA Poissy pour nous. Alors qu'à Poissy les ouvriers savent bien que les postes de caristes sont destinés à disparaître. Il y a donc enfumage, ou mensonges...

Ils ne manquent pas d'air

Il y a désormais un peu plus d'un an, le directeur nous annonçait la « décroissance pilotée ». La semaine dernière en Quart d'Heure Com' on nous a proposé de nous initier ... au saut en parachute ! Vu le contexte actuel sur l'usine, la direction nous propose de nous entraîner à sauter dans le vide, car moins dure sera la chute ? Elle a décollé dans le cynisme, faisons la atterrir !

NAO : Nos Augmentations Oubliées ?

Jeudi prochain, la direction prévoit le début des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires). Chaque année la direction fait semblant de discuter avec des syndicats, mais c'est elle qui décide de tout.

Si on veut une vraie augmentation de salaire, il n'y a pas 36 solutions : c'est la grève qui nous permettra de récupérer tout l'argent qu'elle nous doit.

Magouille avec la prime « Gilets jaunes »

Cette année, la direction va chercher à utiliser à son profit la prime issue de la lutte des Gilets Jaunes. Car cette prime annoncée par Macron est défiscalisée pour les patrons. La direction peut nous donner une toute petite augmentation du salaire de base, ou même baisser la prime d'intéressement, pour nous verser cette prime exceptionnelle « Gilets jaunes ».

Pour nous ça change beaucoup de choses car c'est d'une vraie augmentation du salaire de base dont nous avons besoin, c'est ça qui compte pour la retraite et on est sûr de la conserver les années suivantes.

À travail égal, prime égale !

Dans le groupe Renault, la prime obtenue grâce à la lutte des Gilets jaunes sera de 300 à 500 € pour les CDI et les intérimaires. La prime ne remplacera jamais une vraie augmentation de salaires de base mais en tout cas c'est normal que Renault la donne aux intérimaires. Car dans l'industrie automobile ce sont eux, les intérimaires, qui font souvent les travaux les plus durs. Intérimaires de PSA, exigeons que nous aussi nous la touchions !

Dialogue à coups de Flash ball

Depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, violences policières et répression ont été la seule réponse du gouvernement face à la colère exprimée par une bonne partie de la population. Plus de 6 000 interpellations, débouchant sur plus de 5 000 gardes à vues, et, selon le bilan fait par le quotidien Libération, 82 blessures graves par brûlures, éclats de grenades, membres arrachés, parmi des manifestants jeunes et moins jeunes, des lycéens aux retraités.

Et maintenant, Macron veut nous faire croire qu'il veut nous écouter lors de son « Grand débat » ?

Pour lui l'effort serait... de se taire

Avec son habituel mépris, Macron a déploré il y a quelques jours que les Français n'aient pas assez le sens de l'effort. Juste après la révélation des 14 700 euros mensuels qui tiennent lieu de salaire à Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public, cette énième provoc' tombe très mal. Quand les patrons du CAC 40 se goinfrent et que le personnel d'État à leur service profite de généreuses miettes, il faudrait se contenter des bas salaires dénoncés par de nombreux gilets jaunes ! De quoi alimenter encore la colère, après deux mois de mobilisation.